

Frantz LAURENT, *Charlemagne-Émile de Maupas (1818-1888) : étude d'une trajectoire administrative, politique et notabiliaire, des monarchies censitaires à la Troisième République*, thèse de doctorat en histoire, dir. Éric Anceau, Sorbonne Université, 2022.

RÉSUMÉ DE LA THÈSE

Préfet entré en politique au mitan du XIX^e siècle, Charlemagne-Émile de Maupas (1818-1888) est longtemps resté un personnage méconnu. Il a fallu attendre les années 1990 pour que celui-ci commence à être redécouvert par les dix-neuviémistes, dans un contexte de relecture historiographique du Second Empire. Grâce à un accès privilégié aux papiers personnels de Maupas que lui a accordé un descendant de la famille, Claude Vigoureux a mis en lumière, dans une étude pionnière, le rôle du préfet de police de la Seine dans l'élaboration et l'exécution du coup d'État du 2 décembre 1851. Le parcours riche et varié de celui-ci, souvent réduit à cet événement, mérite pourtant d'être appréhendé dans sa globalité, depuis sa première expérience de sous-préfet à Uzès jusqu'à la prestigieuse préfecture des Bouches-du-Rhône, en passant par le ministère de la Police générale, la légation de France à Naples ou encore le Sénat impérial. L'acquisition de ses papiers par les Archives nationales, le classement, l'inventariage puis l'ouverture du fonds au public en 2013, ont permis de lever le voile sur les différents aspects de son itinéraire. Maupas a en effet laissé de très nombreux papiers privés qui constituent un précieux fonds pour l'historien – le deuxième fonds privé le plus volumineux sur la période du Second Empire, après le fonds Napoléon.

Notre étude a pour principale ambition de proposer la première biographie complète de Maupas, depuis les monarchies censitaires jusqu'à la Troisième République naissante, en mettant plus particulièrement l'accent sur la période du Second Empire qui correspond à l'acmé de sa carrière. Le cas de Maupas présente un intérêt particulier en cela qu'il permet de s'interroger sur une triple figure élitaires – le haut fonctionnaire, l'homme politique national et le grand notable local – ainsi que sur les interactions entre les différentes échelles du pouvoir. Il s'agit en outre de montrer comment ce personnage à la fois singulier et idéal-typique, profondément conservateur et attaché au régime monarchique plus qu'à une dynastie en particulier, a mobilisé ses réseaux et ses multiples capitaux pour construire sa carrière.

Notre enquête s'appuie principalement sur le fonds Maupas des Archives nationales. D'une exceptionnelle diversité, celui-ci comprend aussi bien des papiers de famille, de la correspondance, que des minutes de discours, des rapports officiels, des notes politiques, des factures, des registres de dépenses, des affiches électorales, des professions de foi, etc. Avec

l'aide de son secrétaire particulier, le chartiste Georges Fanjoux, Maupas a pris un soin tout particulier à conserver et classer ses archives. Certaines d'entre elles ont toutefois été expurgées. Sans doute l'ont-elles été par Maupas lui-même, mais cela n'enlève rien à la crédibilité du fonds dans son ensemble, car des documents de nature à nuire à sa réputation s'y trouvent aussi en bonne place. Indispensables pour toute étude biographique sur le personnage, ses archives personnelles doivent toutefois être complétées par d'autres sources, émanant des fonds ministériels, d'autres fonds d'archives privées, des fonds diplomatiques, ou encore des fonds départementaux. Le site de Pierrefitte des Archives nationales, huit autres centres d'archives et bibliothèques d'Île-de-France, ainsi que douze dépôts en province, ont constitué les principaux lieux d'investigation de cette thèse. À la fois récit d'auto-justification et réflexion sur les évolutions politiques et constitutionnelles de son temps, les *Mémoires* de Maupas présentent un intérêt certain, nous permettant par exemple d'appréhender les relations de leur auteur avec Napoléon III, mais aussi avec la plupart des grandes figures politiques de l'Empire. Très souvent cité par les historiens de la période, l'ouvrage montre en outre comment Maupas se donne à voir et quel regard il porte sur son propre parcours. L'important volume de documentation ne doit cependant pas laisser croire à la possibilité d'une connaissance omnisciente du personnage. Des informations manquent, inévitablement, concernant des périodes de sa vie – son enfance, notamment – ou ses relations avec des personnalités dont il subsiste peu, voire pas de traces, créant parfois un vide que l'historien(ne) doit accepter et gérer.

Notre étude s'articule en quatre parties chronologiques précédées d'un long prologue. Celui-ci revient sur les origines familiales de Maupas, ses années de formation, son entrée dans le corps préfectoral, sa rencontre avec Louis-Napoléon Bonaparte, véritable tournant dans son destin personnel, et son rôle dans le coup d'État de 1851. La première partie (1852-1853) envisage ensuite les différentes facettes de son action à la tête du ministère de la Police générale. Les sept années qui suivent (1853-1860), auxquelles nous consacrons notre deuxième partie, sont marquées à la fois par de nouvelles expériences, diplomatique et sénatoriale, et par la consolidation de sa position de pouvoir dans le département de l'Aube. La troisième partie (1860-1866) est consacrée à son action comme sénateur chargé de l'administration du département des Bouches-du-Rhône. Dans une quatrième et dernière partie (1867-1888), nous nous intéressons à ses prises de position sur l'évolution libérale du régime à la naissance duquel il a contribué, puis à ses ultimes tentatives de revenir sur la scène politique nationale, et enfin aux dernières années de sa vie.

Le Rastignac de Bar-sur-Aube (1818-1852)

Issu d'une famille de l'Aube en pleine ascension sociale, qui s'est enrichie par l'acquisition de biens nationaux et a accédé au statut notabiliaire, Charlemagne-Émile Maupas – il naît sans la particule – est élevé dans un grand confort bourgeois. Après le baccalauréat, il s'oriente vers une licence de droit, typique à l'époque d'une future carrière de haut fonctionnaire. Son père, Memmie-Rose, le verrait bien préfet. Une fois diplômé, il obtient en 1840, grâce à des appuis politiques, une place d'attaché surnuméraire au ministère de l'Intérieur. Introduit dans les meilleurs cercles de la sociabilité parisienne, il fréquente notamment les salons du comte Duchâtel, où il rencontre le ministre des Travaux publics, Jean-Baptiste Teste, qui devient rapidement son mentor. L'aristocratie d'Ancien Régime exerçant sur lui un véritable pouvoir de fascination, il commence à ajouter la particule « de » à son nom patronymique et sollicite les services d'un faussaire pour lui fabriquer une généalogie qui fasse illusion.

En 1844, il devient sous-préfet d'Uzès, puis est nommé à Beaune deux ans plus tard. En 1848, il épouse Irène Guillemot, fille d'un riche conseiller à la Cour d'appel de Dijon. À Paris, presque au même moment, la révolution fait rage. Le nouveau ministre de l'Intérieur, Ledru-Rollin, le révoque, comme presque tous les autres sous-préfets. Mais cette éviction de la haute administration ne dure guère longtemps. Sa rencontre, grâce à des intermédiaires, avec le tout nouveau président de la République élu, Louis-Napoléon Bonaparte, s'avère en effet décisive pour la suite de sa carrière. Le chef de l'État, qui apprécie son dynamisme et son zèle, le réintègre dans son corps d'origine dès janvier 1849 en le nommant sous-préfet de Boulogne-sur-Mer. Seulement dix mois plus tard, le jeune fonctionnaire ambitieux accède au poste de préfet, en charge de l'administration de l'Allier. Il n'a alors que trente ans. Préfet politique et de combat, Maupas lutte contre l'influence des « démoc-soc » et se rapproche encore du prince, dont il a deviné la montée en puissance et avec qui il entame une correspondance régulière. Cela lui vaut d'être promu, en mars 1851, préfet de la Haute-Garonne. Dans ce département difficile, il poursuit sa traque des « rouges » et mène campagne en faveur de la prorogation du mandat présidentiel de Louis-Napoléon, qu'interdit la Constitution de 1848. La campagne pétitionnaire est un succès, mais l'Assemblée fait échouer le projet de révision. Dès lors, à l'Élysée, l'idée d'un coup d'État se précise. Le président cherche un successeur au préfet de police, Pierre Carlier, en qui il n'a pas une confiance absolue. Son choix se porte sur Maupas qui, malgré les réticences de ses proches, accepte ce poste hautement stratégique.

Une cellule secrète se forme autour du chef de l'État pour préparer les modalités techniques du coup de force. Trois acteurs y jouent un rôle majeur : Morny, qui sera nommé le jour même du coup d'État ministre de l'Intérieur, Saint-Arnaud, ministre de la Guerre, et le tout

nouveau préfet de police. Les dépêches télégraphiques échangées avec ses interlocuteurs montrent que ce dernier, lors de l'opération Rubicon dont il orchestre le volet policier, n'a pas cédé à la peur, contrairement à la réputation de couardise que d'aucuns – notamment Morny, qui le déteste – lui ont construite. Elles révèlent également des divergences de vue entre les conjurés : tandis que Maupas préconise une démonstration de force de l'armée dans les quartiers « chauds » de la capitale, Saint-Arnaud et Magnan, auxquels se joint Morny, préfèrent consigner les troupes dans les casernes et laisser à l'insurrection le temps de se développer, pour mieux l'écraser. Louis-Napoléon donne raison aux militaires, mais se montre néanmoins très satisfait de son préfet de police.

Le premier policier de France (1852-1853)

En raison de son rôle dans le coup d'État, Maupas devient, à trente-trois ans, le benjamin du gouvernement, recevant le portefeuille de la Police générale, lointain héritier du ministère de Fouché que Louis-Napoléon, admirateur des institutions du Premier Empire, a voulu ressusciter. Il s'agit à la fois de « tout surveiller sans rien administrer », maintenir l'ordre et renseigner sur l'état de l'opinion. Moins préoccupé par la police « ordinaire », celle qui lutte contre le désordre quotidien et le crime de droit commun, le ministre réforme d'abord le système policier par le haut, en essayant de le rationaliser et de le hiérarchiser. Mais les inspecteurs généraux et spéciaux, dont le rôle est mal défini, ainsi que les commissaires cantonaux et départementaux qu'il met en place, entrent en concurrence et en conflit avec le corps préfectoral.

Placé à la tête d'une véritable centrale du renseignement, Maupas cherche à faire de son ministère les yeux et les oreilles du pouvoir. Il transmet, pour ce faire, au chef de l'État un rapport de synthèse journalier sur « l'état des esprits ». Il fait dresser des centaines de fiches, tant sur les opposants politiques que sur les fonctionnaires, dont un nombre important a commencé sa carrière sous la monarchie de Juillet. Dans un contexte sécuritaire post-coup d'État, rumeurs de complots, fausses nouvelles et réels attentats alimentent les obsessions de la police, qui exerce une surveillance sur tous les modes d'expression politique : presse, librairie, colportage, cafés-concerts, théâtre...

Le corps préfectoral fait bloc derrière le ministre de l'Intérieur, Persigny, contre les inspecteurs de Maupas, jusqu'à obtenir leur suppression. Le ministre de la Police, qui entend « policieriser » la gendarmerie et s'imposer à elle comme l'un de ses chefs à part entière, est également en butte à la rivalité de son collègue de la Guerre, Saint-Arnaud, qui ne veut céder en rien sur l'identité militaire de l'Arme. Attaqué par Fould, Morny et l'ancien préfet de police

Carlier, bénéficiant de peu de soutiens d'envergure, il se retrouve en minorité au sein même du gouvernement. En juin 1853, l'empereur tire la conclusion de ces dysfonctionnements en supprimant le ministère de la Police générale. Ainsi Maupas a-t-il échoué à devenir le Fouché du Second Empire, ce qu'aucun des onze ministres de l'Intérieur qui se sont succédé jusqu'en 1870 n'a d'ailleurs réussi à faire.

Diplomate, sénateur et grand notable (1853-1860)

En compensation de son départ du gouvernement, il est nommé sénateur et ministre plénipotentiaire à la cour de Naples. Novice dans le corps diplomatique, il commet rapidement plusieurs maladresses. Ses relations avec le Quai d'Orsay se crispent, en particulier avec le ministre Drouyn de Lhuys qui préfère les professionnels de la diplomatie. Le gouvernement napolitain se méfie de lui et le considère même – à tort – comme un agent muratiste. Soumis à une quarantaine dans le lazaret de Nisida à cause d'une suspicion de cas de choléra à Paris, deux chargés de mission de Saint-Arnaud se plaignent tant de l'attitude hautaine de Maupas que de son inefficacité à lever les mesures de restriction qui les concernent. De retour en France, ils manœuvrent en coulisse pour obtenir son limogeage, qui intervient en mars 1854.

Durant les années suivantes, Maupas partage sa vie entre Paris, où sa charge sénatoriale le retient quelques mois dans l'année, et son Aube natale. Il demeure un visiteur du soir écouté, en particulier lorsqu'il suggère au souverain de rallier Thiers dans le cadre d'un vaste remaniement ministériel. Président du conseil général de l'Aube, dont plusieurs membres de sa famille sont membres, il joue le rôle de relais auprès du gouvernement, voire de l'empereur lui-même, pour défendre les intérêts du département. En 1855, il fait l'acquisition du domaine de Vaux, sur la commune de Fouchères, qu'il fait rénover et réaménager. L'utilisation fastueuse qu'il fait de son château – dans lequel il reçoit préfet, évêque, notabilités locales et personnalités parisiennes comme les frères Goncourt – lui permet de mettre en scène son influence et sa position sociale.

Fondamentalement conservateur, protectionniste et hostile au droit des nationalités, il est sur la même ligne idéologique que son père, candidat officiel et député de 1852 à sa mort en 1861. La correspondance qu'entretiennent les deux hommes révèle toutefois des intérêts pas toujours convergents. Irène, l'épouse de Maupas, avec qui la relation semble caractéristique du mariage bourgeois de raison, occupe un rôle social majeur en tant que grande organisatrice des réceptions mais aussi des œuvres philanthropiques. Maupas, qui n'a pas eu de fils – à son grand regret car cela brise la perpétuation du nom –, se montre très proche de ses deux filles, Marguerite et Gabrielle. Son entourage de collaborateurs rassemble des personnalités de trois

provenances différentes. Un premier cercle, très restreint, se compose des membres de sa famille, tel son jeune oncle Paul. Un deuxième cercle, plus large, rassemble les amis de la famille. Maupas a également besoin d'aller chercher hors de ces deux cercles des hommes qui brillent par leurs compétences techniques. Le chartiste Georges Fanjoux, qui devient très vite son homme de confiance, en offre le meilleur exemple. Grâce à la propédeutique aux hautes fonctions de l'État que constitue le cabinet du ministère de la Police générale, ses collaborateurs effectuent ensuite de belles carrières, le plus souvent administratives.

La fortune de Maupas s'accroît notablement, à la faveur de divers héritages et d'un mariage avantageux, et passe progressivement du foncier aux valeurs mobilières. Il intègre ainsi le cercle très restreint des quelque 3 000 millionnaires que compte la France sous le Second Empire. Usurpateur de particule jusqu'au décret impérial de mars 1863 qui l'officialise, il est attaqué, en particulier au début de la Troisième République, par ses adversaires politiques qui fustigent le « gentilhomme de 1863 ». Sans doute est-il amer de ne pas recevoir de titre nobiliaire, alors que Persigny et Morny sont faits ducs d'Empire. Dans l'Aube, il élargit sa clientèle de fidèles, notables et élus locaux affidés dont il satisfait les requêtes en intercédant régulièrement auprès des autorités politico-administratives. L'assise familiale s'élargit également grâce à de beaux mariages avec des membres de l'aristocratie.

La renaissance marseillaise (1860-1866)

Suite à sa visite de la cité phocéenne en septembre 1860, l'empereur nomme Maupas à la tête de la prestigieuse préfecture des Bouches-du-Rhône et lui confie la mission de faire de Marseille « la première ville de Méditerranée ». Fort de sa réputation d'homme d'ordre et d'autorité, il traite maire, adjoints et conseil municipal marseillais comme des collaborateurs à ses ordres. Il surveille la presse locale et l'instrumentalise, y compris pour son autopromotion. Il accorde une attention particulière aux questions de sécurité, à la police des étrangers et à la répression du vagabondage, d'autant plus que le nombre d'infractions contre les personnes à Marseille est bien supérieur à la moyenne française. À la demande des notables phocéens, il accentue également la répression de la prostitution.

« L'Hausmann marseillais » met à profit une conjoncture exceptionnelle pour accélérer les grands travaux déjà fortement engagés depuis la monarchie de Juillet. Il surmonte les entraves financières, grâce aux emprunts à long terme, mais également administratives et juridiques. Il fait réaliser de grandes percées, en particulier la rue Impériale, dans un double but d'aération hygiéniste et d'amélioration de la mobilité. De nouveaux espaces verts, comme le parc Borély, et de nouveaux lieux de promenade, comme le chemin de la Corniche, viennent

compléter l'embellissement de la métropole. Un impressionnant programme édilitaire voit également le jour, dont le point d'orgue est la construction d'un nouvel hôtel de préfecture. Le bâtiment, considéré par d'aucuns comme le plus beau palais départemental de France, est conçu comme un écrin à la gloire du « double corps » de l'État dans les Bouches-du-Rhône : l'empereur et le préfet. En dehors de Marseille, l'arrière-pays rural bénéficie de l'attention de Maupas aux grands travaux d'aménagement et à la bonification des terres.

Le réveil et l'union des oppositions aux législatives de 1863 conduisent au succès de Berryer et de Marie, et aux bons résultats de Thiers à Marseille, battu toutefois par les électeurs ruraux. Cette dynamique se prolonge aux cantonales et surtout aux municipales de 1865 à Marseille, fragilisant le maire et le préfet. L'analyse enjolivée de la défaite à laquelle se livre ce dernier aggrave son discrédit auprès du gouvernement. Sa conduite « honorable » lors de l'épidémie de choléra de 1865-1866 est reconnue par le ministère de l'Intérieur, qui lui reproche néanmoins d'avoir essayé d'en tirer parti pour valoriser son image. Quelques jours avant l'inauguration de sa nouvelle préfecture, il est remplacé par un préfet plus libéral. Sa disgrâce, camouflée en demande personnelle pour raisons de santé, est principalement due à ses échecs électoraux et à son impopularité auprès des classes moyennes et populaires.

De l'Empire libéral au retrait de la scène politique nationale (1867-1888)

Déçu par l'ingratitude de l'empereur à son égard, il n'en reste pas moins fidèle au souverain et utilise sa position de sénateur et ses compétences en matière constitutionnelle pour tenter de peser sur l'évolution du régime. Porteur d'une doctrine originale et complexe, il s'oppose aux lois de 1868 sur les libertés de la presse et de réunion, mais défend un régime parlementaire à l'anglaise, avec une responsabilité ministérielle. Trop lié à l'Empire autoritaire, il n'est cependant pas choisi par Émile Ollivier pour entrer dans le gouvernement de l'Empire libéral.

La défaite de 1870 et le rétablissement du régime républicain le marginalisent encore davantage, d'autant plus que le parti bonapartiste tombe sous l'influence de son adversaire Rouher. Maupas ne se résigne pourtant pas à quitter la scène politique et se prépare à briguer la députation. Victime de la désunion des droites et de mauvais reports des voix légitimistes au second tour de 1876, il échoue face au candidat républicain Louis Rouvre, en dépit d'une victoire judiciaire contre des journaux qui l'ont diffamé. Mais la dissolution de 1877 le fait repartir au combat, fort du soutien du maréchal de Mac Mahon. Malgré les avantages que lui procure la candidature officielle, il échoue de nouveau, à cause de ses problèmes de santé qui l'empêchent de faire véritablement campagne et surtout de la conjoncture politique nationale qui ne lui est pas favorable.

Dès lors, Maupas se consacre à sa famille, à son domaine de Vaux et à l'écriture de ses *Mémoires*, véritable plaidoyer *pro domo ante mortem*. Le schisme bonapartiste entre le prince Napoléon et son fils Victor l'attriste et l'éloigne un peu plus de la dynastie, bien qu'il lui reste lié par un sentiment affectif indéfectible. Affaibli par des crises rhumatismales récurrentes, il pousse son gendre légitimiste, Henri de Fontenay, à prendre la relève. Il dirige ainsi sa campagne à la députation en 1885, le présentant comme le candidat des agriculteurs, mais les républicains l'emportent une nouvelle fois dans l'Aube. Quelques mois avant sa mort en 1888, il adhère au mouvement du général Boulanger, séduit par son discours autoritaire qui, selon lui, est nécessaire pour résoudre ce qu'il perçoit comme une nouvelle crise nationale.

Maupas illustre par bien des aspects la figure du notable du XIX^e siècle. Sa trajectoire notabiliaire présente même une certaine valeur idéal-typique. À l'inverse, sa carrière administrative et politique est atypique par sa fulgurance, liée au surgissement d'évènements d'exception, de temps de crise. Devenu préfet par ambition, préfet de police par opportunité, ministre par vocation, diplomate par hasard, sénateur par dépit, il présente en définitive un parcours professionnel original, hybride, fait d'accélération et de temps de pause, de cohérences et d'éléments plus inattendus.